

La Lettre de la RMF UE



Dans sa déclaration sur les capacités du sommet de Chicago, l'OTAN a salué l'importance de la contribution européenne. C'est significatif et cela marque le renforcement d'une **"conscience européenne responsable"** au sein de l'Alliance. Le sommet de Chicago restera donc celui de l'intention affichée d'une Alliance rééquilibrée par des Européens plus responsables. A nous de jouer et l'accent trop souvent mis sur nos faiblesses ne doit pas masquer un véritable potentiel opérationnel et industriel au niveau européen.

Le temps des décisions politiques laisse maintenant la place à celui de la mise en oeuvre et, tout au long des précédentes lettres, je n'ai pas manqué de mettre en regard les défis auxquels nous devons faire face et les moyens dont disposaient les Européens pour y répondre. Dire que nous sommes au pied du mur serait en partie injuste et ne reflèterait qu'imparfaitement le travail déjà accompli. A titre d'exemple, l'adaptation des structures en charge de l'action extérieure de l'Union européenne aux réalités des crises actuelles est en route. Le Service européen pour l'action extérieure s'organise et devient progressivement performant dans son fonctionnement et ses procédures. Cela est particulièrement visible au niveau de l'action de l'UE dans la Corne de l'Afrique et au Sahel.

Mais les Européens ont besoin également de donner du sens, de la cohérence et de la profondeur stratégique à leur action. C'est le rôle de l'Institut européen de sécurité, organisme trop méconnu et pas assez mis en valeur. En accueillant son directeur, Monsieur Vasconcelos, à l'heure où il quitte la tête de cet organisme, nous lui donnons carte libre pour nous faire part de sa précieuse expérience et de sa vision.

Vice-amiral d'escadre Xavier Païtard
Chef des représentations militaires françaises à l'UE et à l'OTAN



La réserve citoyenne s'invite à Bruxelles

L'amiral Païtard a organisé une réunion le lundi 4 juin 2012, dans le cadre de la montée en puissance de la « réserve citoyenne » à Bruxelles. Celle-ci a rassemblé une trentaine de personnes d'horizons très divers (institutions européennes, OTAN, agences, monde civil, think tank).

Précédée d'une introduction de l'amiral sur « l'Europe de la Défense après Chicago », cette réunion a été suivie d'une intervention du général de Langlois sur la réserve citoyenne permettant aux invités de découvrir une initiative nouvelle pour les Français résidant en Belgique.

De nouvelles réunions seront organisées dès la rentrée, permettant de développer une réflexion novatrice sur des sujets de défense.



La section évaluation et planification militaires

Military Assessment and Planning Branch (MAP)

Après avoir tiré les leçons de la phase de préparation de l'opération EUFOR RDC en 2006, l'Etat-major de l'Union européenne (EMUE) décide de réorganiser sa capacité de planification de niveau stratégique afin d'en raccourcir les délais. En 2007, la section "évaluation et planification militaires" (MAP) est créée au sein de l'Etat-Major de l'Union Européenne. D'abord rattachée à la "cellule civilo-militaire", la MAP rejoint ensuite la direction "opérations", où elle est chargée de contribuer, d'une part, à l'évaluation (*assessment*) de situations de crises potentielles ou émergentes et, d'autre part, à la planification de niveau stratégique pour les opérations militaires mais aussi pour les missions civiles requérant une expertise militaire.

Pour remplir sa mission d'évaluation, la MAP assure le suivi de la situation de pays ou de zones géographiques dont la dégradation peut avoir un impact sur les intérêts de l'Union européenne. Elle s'appuie sur des documents de



sources ouvertes comme sur les productions conjointes de l'INTCEN (centre de renseignement du SEAE) et de la direction du renseignement militaire de l'EMUE. Le but est de réfléchir en permanence à ce que pourrait être une réponse potentielle de l'Union européenne dans le cas d'une dégradation soudaine de la situation.

En terme de planification stratégique, la section participe d'une part, à la planification d'anticipation et, d'autre part, à celle d'opérations ou de missions réelles. En effet, sans préjuger de l'émergence d'une crise dans un pays particulier, il est nécessaire de préparer la planification d'opérations types comme les évacuations de ressortissants ou le soutien que l'Union européenne pourrait apporter à d'autres organisations internationales (ONU, UA, CEDEAO). Dans le cas d'une crise identifiée, les planificateurs de la section sont impliqués dès les premières étapes du processus. Sur ordre du Comité militaire de l'Union européenne, l'Etat-major est amené à fournir son expertise militaire. La MAP est *leader* de l'équipe de planification intégrée mise en place au sein de l'EMUE qui est chargée de rédiger, soit un projet d'avis militaire (*military advice*), soit une proposition d'options militaires stratégiques (*military strategic options – MSO*), soit encore une directive militaire initiale (*IMS*).

Lors du processus de planification d'une opération militaire ou d'une mission civile comportant des aspects militaires, l'EMUE est mis à contribution pour fournir son expertise militaire. La MAP est en charge de fournir cette expertise militaire au profit de la Direction de la planification et de la gestion de crises (CMPD) qui a la charge de développer le Concept de gestion de crise (CMC), document fondateur de toute opération ou mission de l'UE. Ainsi, la MAP a activement contribué avec d'autres acteurs du SEAE, au développement du CMC de la future mission civile à expertise militaire au Niger.



**La prévention des conflits :
priorité du SEAE**

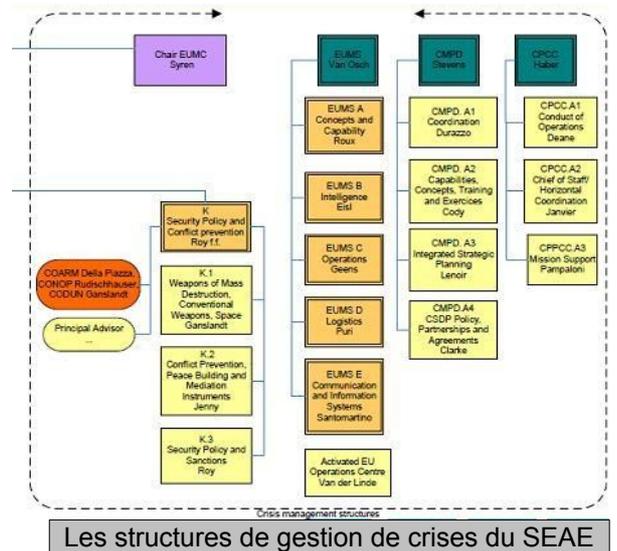


Depuis le début de sa phase de montée en puissance, il y a dix-huit mois, le [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#) a été confronté à diverses crises sur la scène internationale. Sous la houlette de Madame Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, se dessine un SEAE dont une mission essentielle vise à prévenir les conflits. La réorganisation opérée, il y a peu, au sein du SEAE intègre donc cette priorité. Si l'organisation générale en grandes directions géographiques n'a pas été touchée, en revanche, le périmètre des *Structures de gestion de crises (Crisis management structures)* évolue.

En effet, le noyau initial de cette entité, composé de l'Etat-major de l'Union européenne (EMUE), de la Direction de planification et de gestion des crises (CMPD) et de la Capacité civile de planification et de conduite (CPCC) intègre désormais le Centre d'opérations (OPCEN) et surtout une nouvelle direction intitulée "*Politique de sécurité et prévention des conflits*".

Cette direction, auparavant intégrée dans la direction générale "*Relations multilatérales et questions transverses*" est désormais indépendante. Réorganisée en trois départements, "*Armes de destructions massives, armes conventionnelles, espace*", "*Prévention des conflits, consolidation de la paix et instruments de médiation*" et "*Politique de sécurité et sanctions*", elle est placée sous l'autorité directe de l'adjoint au secrétaire général, [Monsieur Popowski](#).

En plaçant cette direction au sein des structures de gestion de crises, Madame Ashton concrétise sa volonté de mettre la prévention des conflits au cœur de sa stratégie de réponse aux crises. Elle qui déclarait le [13 décembre 2011](#) devant le Parlement Européen « *devoir rendre notre approche globale plus opérationnelle en créant des liens plus étroits entre nos actions de prévention, de médiation, de développement et de résolution des conflits* ».



Les structures de gestion de crises du SEAE



L'Institut d'étude de sécurité (IES)



Installé à Paris et créé en 1990 au sein de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), l'Institut d'études de sécurité (IES) est devenu une agence de l'Union européenne en 2001. Jouissant d'une totale liberté intellectuelle, il a pour vocation d'être le *think tank* de l'Union européenne dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) en enrichissant le débat stratégique dans ce domaine. Pour cela, il concentre ses recherches sur les questions de sécurité pertinentes pour l'Union et diffuse largement les résultats de ses chercheurs, notamment à travers [Les cahiers de Chaillot](#), publication phare de l'Institut. Il organise aussi des débats, séminaires et conférences qui permettent d'enrichir et de promouvoir une culture commune de l'Europe en matière de sécurité.



Monsieur Alvaro de Vasconcelos
Directeur de l'[Institut d'étude de sécurité](#) (IES),



Monsieur Alvaro de Vasconcelos est le directeur de l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'UE depuis mai 2007.

Il a dirigé, de 1981 à 2007, l'Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (IEEI) à Lisbonne, dont il est le cofondateur, et où il a lancé plusieurs réseaux dont le Forum euro-latino américain et EuroMeSCo.

Éditorialiste dans la presse portugaise et internationale, il a écrit et codirigé de nombreux ouvrages, articles et rapports, notamment sur la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE (PESC), sur les relations euro-méditerranéennes et sur l'ordre mondial, entre autres : *Portugal: A European Story*, *La PESC : Ouvrir l'Europe au Monde*, *The European Union*, *Mercosul and the New World Order* et *A European Strategy for the Mediterranean*.

Il est Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur (France) et Comendador do Ordem do Rio Branco (Brésil). Il est marié à Maria do Rosário de Moraes Vaz, Directeur de Programmes à l'IEEI (Lisbonne).

Arrivé au terme de son mandat à la tête de l'Institut, il a bien voulu nous recevoir pour nous faire part de sa riche expérience et de ses réflexions sur les enjeux de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Monsieur, vous êtes le directeur de l'Institut d'Etudes de sécurité de l'Union européenne qui se définit comme le think tank de réflexion stratégique, pouvez vous nous décrire son rôle ?

L'Institut d'Etudes de Sécurité (IES) est chargé d'éclairer l'Union européenne et de favoriser l'émergence d'une culture commune en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Il joue un rôle d'accompagnateur dans la réflexion européenne. Ce rôle se manifeste à deux niveaux.

Au niveau global, l'Institut doit analyser et comprendre les grandes tendances stratégiques. Plus précisément, il s'agit d'identifier les futurs défis européens afin de préparer l'Union européenne à les affronter. A ce titre, l'Institut a participé, en mars 2010, à l'élaboration du [Projet pour l'Europe à l'horizon 2030](#) du groupe de réflexion du Conseil européen.

Au niveau européen, l'Institut étudie l'action de l'Union. Il analyse les missions et les opérations européennes, dresse leurs bilans puis définit les différentes options pour leurs développements futurs. Ce travail le conduit à élaborer des recommandations sur les moyens d'action de l'Union européenne. L'IES défend, par exemple, l'idée d'un "SHAPE" européen, dont l'[OPCEN](#) ne constitue qu'un premier pas, mais aussi le renforcement du lien entre la politique étrangère et la politique de défense, relativement distendu au sein de l'Union.

Concrètement, le *think tank* intervient sur la scène européenne de trois façons. Il envoie directement des notes aux entités compétentes en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC), c'est-à-dire au Comité politique et de sécurité (CoPS), au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) mais aussi aux ambassadeurs des Etats membres. Il organise des séminaires internes conjoints avec l'Union, comme ceux organisés en 2011 concernant l'[opération Atalanta](#), et, publie des documents destinés à l'ensemble de la communauté européenne, tels que [les Cahiers de Chaillot](#).

Quel est le lien entre votre Institut et l'Union européenne et comment vous y prenez-vous pour que vos réflexions soient prises en compte dans l'élaboration des politiques de celle-ci ?

Bénéficiant du statut d'agence de l'Union européenne, l'Institut a un lien privilégié avec celle-ci et, en particulier, avec le [Service européen pour l'action extérieure](#) (SEAE) et sa [Haute représentante](#). Etant donné que les décisions relatives à la PSDC sont adoptées par consensus, il est difficile d'élaborer une politique stratégique efficace. L'Institut, du fait de son autonomie intellectuelle, peut développer cette réflexion stratégique. Cette dernière se traduit par l'élaboration de recommandations permettant d'approfondir la politique européenne. Bien sûr, entre la recommandation et sa mise en œuvre il n'y a pas d'automatisme. L'important, en tant que *think tank*, est que les différents acteurs s'emparent de nos idées et en débattent. L'IES joue donc pleinement son rôle à chaque fois qu'il ouvre de nouvelles pistes de réflexion pour améliorer l'efficacité de l'action de l'UE. Deux exemples illustrent ces propos. Tout d'abord, la création de postes de conseillers de sécurité et de défense au sein des délégations de l'Union européenne n'est pas encore une réalité mais le débat progresse. Ensuite, l'IES soutient que les Etats membres de l'Union européenne doivent s'exprimer d'une seule voix au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'application de cette recommandation aurait sans doute permis à l'Union européenne d'éviter de se discréditer sur la scène internationale, lors du lancement de l'opération atlantique en Libye. Effectivement cette opération a été conduite principalement par des Etats européens de l'OTAN mais sans politique ni vision européenne. Cela a eu des conséquences négatives pour la Libye, pour la justice internationale, le Président M. Khadafi n'ayant pas été rendu à la justice, et pour l'image de l'Union européenne.

Pensez-vous que l'Union européenne puisse exercer une réelle influence politique sur la scène internationale ?

Aujourd'hui le vrai défi de l'Europe c'est son déclin relatif. En effet, sur la scène internationale, les rapports de force et la distribution du pouvoir ne cessent d'évoluer. Un monde multipolaire émerge dans lequel la répartition du pouvoir tend vers une certaine homogénéité et un certain équilibre. Cette évolution doit être prise en compte par l'Union européenne. Le multilatéralisme traditionnel montrant des signes de faiblesse, les Européens doivent

le faire évoluer. Je pense que l'idée d'un « *multilatéralisme efficace* », définie en 2003 dans la « [Stratégie européenne de sécurité](#) », doit être mise en avant. Alors que le multilatéralisme classique s'attachait à contenir les pouvoirs les plus puissants (en l'occurrence les Etats-Unis) pour équilibrer le système mondial, le « *multilatéralisme efficace* » privilégie un système proactif, capable de gérer les différentes menaces régionales ou internationales. Pour asseoir son influence mondiale, l'Union européenne doit favoriser la coopération et les actions d'un groupe d'Etats *leaders*, tout en poursuivant le dialogue avec les puissances moyennes et émergentes. Cette idée va dans le sens de la coopération renforcée, instrument européen défini à l'article 20 du Traité sur l'Union européenne du 13 octobre 2007.

Le « *multilatéralisme efficace* » permettrait à l'Union européenne d'apporter des réponses adéquates, cohérentes et performantes à une crise nationale, régionale ou mondiale. Les politiques européennes doivent être accompagnées de missions ou d'opérations appropriées. Dans ce cadre, l'approche globale avec la problématique de l'état final recherché est un moyen du « *multilatéralisme efficace* ».

Un an après le « Printemps arabe » vous exhortez, dans votre dernière publication, les Européens et plus généralement les Occidentaux à ne pas avoir peur du processus démocratique actuellement en cours dans cette région. Pour quelles raisons l'arrivée au pouvoir de partis se réclamant de l'Islam ne doit pas être une source d'inquiétude et quel rôle peut jouer l'Union européenne dans cette transition démocratique ?

Tout d'abord, les Européens n'ont pas à donner de leçons à ces pays, car ils ont soutenu pendant des décennies les régimes autoritaires en place. En agissant ainsi, l'Europe a perdu une partie de sa légitimité et de sa crédibilité, elle a en effet joué contre son camp et surtout contre ses valeurs.

Ensuite, les Occidentaux connaissent très mal et ne comprennent pas les forces qui traversent ces sociétés. Notre perception est faite de stéréotypes dont la charge émotionnelle est devenue encore plus importante depuis le 11 septembre 2001. C'est la raison pour laquelle nous craignons l'expansion d'un Islam politique et la victoire des partis qui s'en réclament aux élections. L'Union européenne doit travailler avec les gagnants des élections, quels qu'ils soient, sans préjugé ni procès d'intention. Il nous faut accepter le processus électoral car il est le meilleur moyen de construire la démocratie. En revanche, elle doit se montrer vigilante et critique si jamais sont mises en place des politiques qui iraient à l'encontre de nos valeurs.

Enfin, l'expérience de la Turquie devrait nous rassurer. Bien que dirigée par un parti islamique, elle a mis le processus d'adhésion à l'Union européenne au cœur de ses priorités et a notablement amélioré l'Etat de droit pour ses citoyens. De même, l'Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, est une démocratie. Je suis persuadé que l'Islam est compatible avec la démocratie. Ce qui nous choque, la place de la femme notamment, n'est pas dû à l'Islam mais à la prégnance du modèle patriarcal dans ces sociétés. Nous devons rester humbles, ce modèle a longtemps prévalu chez nous aussi.

Dans cette région, l'Union européenne doit accompagner la transition démocratique. En Libye, la situation est complexe dans la mesure où les forces politiques sont armées. Or, la démocratie ne peut s'installer que si les forces armées sont en dehors du jeu politique et sont attachées à l'Etat et non pas à des factions. La création d'une armée nationale en Libye rencontre deux obstacles majeurs. D'une part, les acteurs politiques locaux ont des objectifs difficilement compatibles et, d'autre part, ils sont fermement opposés à une intervention occidentale. L'Union européenne, forte de son expérience en matière de [réforme du secteur de la sécurité](#) (RSS), peut participer à cet effort en s'intégrant à une mission des Nations unies ou de la Ligue arabe. Elle accompagnerait ainsi concrètement et efficacement la Libye vers la démocratie et participerait par là-même à la stabilisation de toute la région.

A la tête de l'institut depuis 5 ans, vous quittez aujourd'hui vos fonctions. Quels messages allez-vous transmettre à votre successeur ?

Tout d'abord, il doit préserver l'autonomie intellectuelle de l'IES, en s'efforçant de conserver ce qui fait aujourd'hui sa richesse, à savoir, sa capacité à ouvrir de nouveaux horizons à l'Union européenne.

Ensuite, l'Institut doit continuer à travailler avec toutes les institutions européennes et tous les Etats membres. Il ne doit pas devenir l'instrument de quelques uns mais rester au service de l'ensemble des acteurs européens.

Enfin, l'IES doit permettre, par ses propositions, de renforcer le lien entre la politique étrangère et la politique de défense. En effet, il ne peut y avoir de missions sans vision politique et il ne peut y avoir de politique étrangère sans opérations.



Rédacteur en chef :
Chef de Bataillon Grégoire HÜBSCH

